consenties dans le cadre de leur programme d'expansion de leurs exportations vers le Canada.

Le ministre pourrait-il nous dire comment la signature d'un autre document remédiera maintenant aux mesures que les Américains ont prises?

Des voix: Bravo!

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, révérence parler, le député a tort parce qu'on a réduit les subventions consenties en vertu de ce programme, lesquelles sont passées 770 millions de dollars en 1989 à 566 millions en 1990.

Il s'agit en l'occurrence d'une proposition du gouvernement américain de porter le montant de ces subventions à 900 millions de dollars au cours de l'exercice de 1991. C'est un message destiné à la Communauté économique européenne pour lui faire comprendre que la guerre commerciale s'intensifiera si aucune entente n'est conclue pour réduire sensiblement les subventions qui perturbent le commerce des produits agricoles. Ce message ne vise pas le Canada. C'est la Communauté économique européenne qui est visée.

Pour lever tout doute possible sur l'aptitude du gouvernement à réagir en pareilles circonstances et sur les mesures qu'il a déjà prises, je rappelle encore une fois au député et au chef du Nouveau Parti démocratique que nous avons engagé quelque 21,7 milliards de dollars en aide directe et indirecte aux agriculteurs au cours des cinq dernières années. Jamais un gouvernement n'a fait autant dans l'histoire de notre pays.

Des voix: Bravo!

• (1450)

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, au cours de la dernière année, ce même gouvernement a aussi réduit les pouvoirs de la Commission canadienne du blé, aboli le système de double prix du blé, mis fin aux avances de fonds sans intérêt, paralysé le Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et réduit les montants versés au titre de l'assurance-récolte.

Quelles armes donne-t-il aux agriculteurs pour qu'ils puissent survivre dans cette guerre commerciale? Que fait-il pour sauver les agriculteurs canadiens?

Questions orales

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je vous dirai quelles armes nous donnons aux agriculteurs. En ce moment même, un comité législatif étudie des améliorations au programme d'assurance-récolte, notamment, une augmentation globale des montants que le gouvernement fédéral versera en vertu de ce programme.

Je rappelle au député que dans ce même budget américain qui le fascine tant, les États-Unis proposent de ne plus participer au financement de leur programme d'assurance-récolte.

Ce budget prévoit également une réduction de 1,5 milliard de dollars des subventions versées au programme de soutien des prix et des revenus agricoles. Nous n'avons rien fait qui ressemble à cela.

En fait, au cours de l'année financière 1988-1989, nous avons accordé quelque 4,8 milliards de dollars aux agriculteurs du Canada. Cela démontre clairement que nous les appuyons.

* * *

[Français]

LE LOGEMENT

M. Jean-Pierre Hogue (Outremont): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Habitation).

Hier, deux conseillers de la ville de Montréal ont présenté une pétition au ministre d'État (Habitation) demandant qu'il réactive le Programme PAREL locatif.

Puisque ce programme était utilisé en grande partie par le Québec, il semble qu'il a été injustement touché par son abolition.

Est-ce que le ministre aurait l'amabilité de répondre concernant la position ou les propositions qu'il entend faire face à cette situation malheureuse?

L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)): Monsieur le Président, malheureusement, la province de Québec, surtout Montréal, est la plus touchée par l'abolition du Programme PAREL locatif. Nous avons établi un comité tripartite composé de représentants du gouvernement fédéral, du gouvernement québécois et des villes de Montréal, Verdun et Québec, afin de trouver une solution à ce problème difficile.